

Un mal sanitaire pour un bien politique ?

Finis les «premiers de cordée»: les valeurs de solidarité et d'entraide, ainsi que l'importance du service public, sont revenues au premier rang des discours politiques. Le temps de la revanche pour les idées de gauche. Et pour ceux qui les portent ?

Par **LAURENT JOFFRIN**

Le président Macron, dit-on, écoute volontiers les conseils de Jean-Pierre Chevènement, le très républicain et très actif Hibernatus de l'ancienne gauche française. Ce furtif rapprochement du héraut autoproclamé du «nouveau monde» et d'un brillant revenant du très ancien traduit bien, sur un mode ironique, le brutal changement d'atmosphère politique et idéologique provoqué par la crise du coronavirus.

Qu'entend-on dans le discours public, y compris au gouvernement ?

L'éloge des valeurs de solidarité et d'entraide en lieu et place du panégyrique des «premiers de cordée», le retour de l'État et le rejet des logiques de rentabilité sans âme, la primauté du social, la mise à l'écart des réformes de type libéral jusque-là poussées *perinde ac cadaver*, et même ce mot de «nationalisation» qu'on réservait à l'emblématique «Cuba sans le soleil». Pour un peu, un esprit à la longue mémoire reconnaîtrait dans cette nouvelle conception l'esprit de l'antédiluvien programme commun de la gauche, dont Chevènement, justement, fut jadis l'un des rédacteurs...

Eh oui ! Plaisanterie mise à part, dans cette atmosphère tragique, ce sont les valeurs, les idées, les méthodes de l'ancienne gauche qui

sont catapultées au premier plan, elles qu'on disait rangées au musée des vieilleries poussiéreuses : relance par la dépense publique, volontarisme étatique, politique industrielle, redistribution en faveur des laissés-pour-compte, etc. Étrange revanche d'une culture politique qu'on disait morte et enterrée. La gauche, justement, peut-elle bénéficier de ce paradoxal retournement idéologique ? Sur le papier, oui : chacun comprend qu'on ne peut plus laisser un capitalisme prédateur et erratique présider au destin des hommes et des femmes. Chacun sent bien qu'il faut maîtriser démocratiquement le devenir

d'une planète menacée par les crises de toutes sortes, sanitaire aujourd'hui, sociale et climatique demain, sans pour autant tomber, après le confinement des individus, dans le confinement des nations à l'intérieur de frontières fermées. Mais pour traduire politiquement cet impératif de société, la gauche ne peut pas se contenter de clamer qu'elle avait raison depuis le début et ses différentes fractions se borner à brandir chacune le programme qu'elle a en magasin, en clamant d'un air farouche : «Je vous l'avais bien dit !»

Il y faut, on le verra inmanquablement, l'alliage nouveau d'une volonté de transformation sociale, sans laquelle il n'est pas de but mobilisateur, et la prise en compte des réalités nouvelles nées de la

crise. Ces réalités sont sanitaires et économiques. On s'accordera sans doute pour réserver une priorité au service public de santé, à la recherche en général et médicale en particulier, à un plan pour le grand âge, première victime de la pandémie. Mais on devra, simultanément, affronter les épreuves de la récession en cours, qui risque de faire bondir le chômage et d'imposer aux classes populaires de nouvelles souffrances.

Il y faut des propositions immédiates et cohérentes, susceptibles d'atténuer l'inévitable crise sociale. Mais elles prendront leur sens si elles sont inscrites dans un projet global, social, écologique et républicain, qui soit élaboré non par les appareils mais à partir des expériences innombrables qui fourmillent dans la société, qu'il s'agira de mettre en cohérence pour en tirer une stratégie de long terme réaliste, qui change la place des humains dans leur milieu naturel et s'attaque résolument à la question sociale. Il faudra, enfin, sauf à se contenter du ministère de la parole, trouver les voies et moyens d'un changement de majorité, dans la mesure où l'actuelle aura du mal, quoi qu'elle en dise, à brûler soudain ce qu'elle a adoré et appliquer un programme inverse de celui qui l'a portée au pouvoir. C'est-à-dire, pour écarter le risque de voir renaitre, sous des atours neufs, le monde d'avant, rendre tous ses droits à la politique. ◀



Premier meeting de Place publique à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

L'après-crise, un boulevard pour la gauche... si elle le veut bien

Etat, service public, démondialisation, revenu universel... Le retour fulgurant au premier plan des politiques sociales semble offrir une occasion inespérée... que les rancœurs pourraient bien gâcher.

Ces dernières années, une question se pose inlassablement : les gauches sont-elles capables de travailler en bande ? Et à chaque coup, les réponses se ressemblent : chacun lâche son plus beau sourire avant de glisser à son voisin que sa porte est ouverte en grand. Sauf que personne n'est dupe. Les protagonistes trouvent toujours un bel alibi pour filer en solitaire lorsqu'un scrutin approche. Et puis, les soirs de défaite, les perdants jurent la main sur le cœur que la division appartient au passé. Les gauches jouent au yo-yo avec les sentiments de leurs électeurs. Aujourd'hui, une nouvelle fenêtre s'ouvre avec la crise sanitaire. La question se pose avec un ton plus grave.

GUETTER LE «BON CÔTÉ»

Le Covid-19 mélange les humeurs : le virus met à mal le moment et interroge les lendemains. Un exercice de réflexion qui plaît aux rouges, aux roses, aux verts et aux insoumis. Ils aiment écrire de belles tribunes et organiser des «Grenelle» pour réunir les bonnes âmes disponibles. Le numérique se mêle à la réflexion. Toutes les couleurs se retrouvent en visioconférence. Le député européen Emmanuel Maurel en rigole : «Ça n'arrête pas les réunions, tous les jours, des grands partis au moindre groupuscule, ils ont tous une idée pour la gauche de demain.» Pendant ces discussions, quelques idées naissent : au sortir de la crise, certains imaginent une université d'été ouverte à tous les partis au lieu d'éparpiller les familles de la gauche aux quatre coins du pays. La période permet également le retour des discrets : anciens ministres socialistes du quinquennat Hollande, Arnaud Montebourg et Benoît Hamon ont (un peu) rallumé le son. Le premier pour vendre sa «démondialisation» et le second son «revenu universel». Ça foisonne dur. Mais la crainte des «belles promesses» sans suite est réelle. Un point met tout le monde d'accord : hors de question de participer à un gouvernement d'union nationale. Mais se cantonner à la critique du président de la République ne permet pas d'écrire une belle histoire. Il y a aussi ceux qui guettent le «bon côté» du Covid-19. Le virus illustre le discours des gauches à merveille. Jean-Luc Mélenchon sourit : «Macron reprend nos mots dans ses allocutions et Xavier Bertrand défend

les travailleurs comme un gauchiste, c'est extraordinaire, mais les mots ne changent pas leur pensée profonde.» Yannick Jadot confiait récemment qu'il «ne suffit pas d'avoir eu raison en premier» mais que la situation «confirme ce qu'on met en avant depuis des années» : la solidarité, les services publics, le dérèglement de la planète et la question démocratique. Interrogé lundi sur France Inter, l'eurodéputé écologiste a mis en garde : «Les Français se foutent totalement de nos querelles. La priorité de sortie de crise, c'est de soutenir nos soignants, tous ceux qui sont en première ligne, mais aussi bâtir un monde plus enthousiasmant et qui n'ait pas ce type de crise à affronter.»

LE CASTING ? PLUS TARD...

Les discussions s'accroissent entre les différentes couleurs, mais un obstacle s'approche lentement : la présidentielle. Elle obsède et abîme les relations. Différents aspects entrent en compte, notamment le poids des histoires familiales. L'ancien député socialiste Christian Paul, qui tente de marier partis et projets avec son Festival des idées qui aura lieu en septembre, résume la pensée majoritaire : «Pour faire naître quelque chose de fort, nous devons prendre les choses dans le bon sens, et débattre du fond pour avoir des idées à proposer dans le moment actuel. Le casting de la présidentielle, c'est dans un second temps.» Chaque parti a une bonne raison (selon lui) de se lancer dans la course à l'Elysée. De nombreux socialistes n'imaginent pas se ranger derrière une autre force ; les communistes souhaitent renouer avec la plus prestigieuse des compétitions après avoir soutenu Jean-Luc Mélenchon deux fois de suite ; les insoumis ont frôlé le second tour en 2017 ; les écologistes veulent prouver qu'ils sont devenus grands.

La thèse de la candidature unique est posée sur l'étagère des songes. Aujourd'hui, personne n'ose imaginer les insoumis et les socialistes sur la même estrade. La rancœur est tenace et les désaccords nombreux. Mais l'objectif est de limiter la division. «Peu importe le candidat de la social-écologie - Jadot, Hidalgo ou Tintin -, je ne vois pas comment il pourrait s'entendre avec Mélenchon, prédit un dirigeant du PS. Mais il ne faudrait pas une multiplication des candidatures,

sinon c'est perdu d'avance.» Le maire écologiste de Grenoble, Eric Piolle, réclame lui aussi une «candidature commune» pour 2022 (lire pages 6-7), se voyant bien dans les habits du candidat. Un Robin des bois accompagné de son «arc humaniste» qui ne fait pas briller les yeux dans les hautes sphères parisiennes.

La compétition créée (déjà) des tensions malgré la crise sanitaire. La semaine passée, Julien Bayou a dégainé sa plume pour tailler en pièces Jean-Luc Mélenchon. Le secrétaire national d'EE-LV accuse le chef des insoumis de diviser «en permanence» et de creuser «à belle pioche le tombeau» de l'alternative. Le député LFI des Bouches-du-Rhône refuse la polémique. Il dit juste que les écologistes ont le «melon» depuis les élections européennes de mai 2019. Les mots et l'analyse de Julien Bayou ont été salués au-delà de sa famille politique. Un proche du secrétaire national décrypte : «Jean-Luc parle rassemblement, mais sur son blog il accuse les uns et les autres d'être des traitres à longueur de temps. S'il souhaite travailler avec nous, c'est bien. Sinon, qu'il arrête de faire semblant.»

Une élue socialiste dans une grande ville s'arrache les cheveux : «Ils sont complètement dingues de faire ça en pleine crise !» Puis elle souffle qu'un plan était dans les tuyaux avant l'arrivée du Covid-19. Un meeting commun avec plusieurs vainqueurs aux municipales pour proposer un nouveau chemin à gauche. Une initiative menée par Anne Hidalgo (Paris), Eric Piolle (Grenoble), Johanna Roland (Nantes) et d'autres. Tout est décalé - les municipales devraient selon toute vraisemblance se jouer après l'été - mais l'esprit reste. «Les municipales seront plus qu'une occasion de prouver que la social-écologie représente quelque chose de fort et que personne ne peut gagner seul à gauche», ajoute l'ancien député Christian Paul.

«SI LA DIVISION RÉSISTE...»

En politique, parfois, les choses évoluent à la vitesse de la lumière. L'an passé, par exemple, Raphaël Glucksmann est arrivé dans le milieu avec un air candide. Il espérait rassembler la gauche avec des beaux discours. Depuis, le député européen se méfie : «Nous avons face à nous l'événement le plus massif en temps de paix. Certains peuvent se renfermer dans leurs vieux meubles et d'autres s'ouvrir. Personne ne peut deviner les réactions. Mais nous devons discuter, sans exclusive, avec tout le monde à gauche et ne pas minimiser nos divergences afin de les régler.» Glucksmann conclut à sa manière : «Franchement, si les divisions résistent au coronavirus, alors qu'il écoule tout sur son passage, il n'y aura plus rien à faire pour la gauche.»

RACHID LAÏRECHE



le 15 novembre. PHOTO MARTIN COLOMBET

LIBÉ.FR

Tribune. Fédérer au sein des gauches et des écologistes Les appels à un monde nouveau doivent converger et lancer une dynamique qui bouscule le champ politique, estime Clémentine Autain (LFI). Guillaume Balas (Génération.s), Elsa Faucillon (PCF) et Alain Cou lombel (EE-LV).